

CAP Finistère

Numéro spécial
Contributions



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

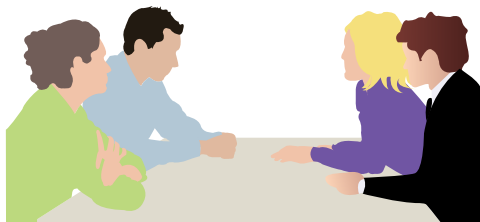
ISSN 1269-0791 - 0,75 euro

N° 1411

VENDREDI 11 NOVEMBRE 2022

Place au débat!

Que pensent les Socialistes? Quels sont leurs combats? Leurs sujets de prédilection? Leurs propositions? Pour le savoir, la lecture des contributions thématiques constitue toujours un exercice enrichissant qui permet de vérifier que le PS est bien au travail.



Le PS est au travail

La Fédération du Finistère et le BREIS (Union régionale) ont déposé deux contributions thématiques, sur l'Union de la Gauche et sur le rôle des collectivités locales dans des domaines comme les transports, la santé ou le logement (voir pages 2 et 3).

On ne sera pas étonné que les questions éducatives arrivent en bonne place dans la liste des thèmes abordés.

Alors que le projet de réforme est unanimement combattu par les syndicats enseignants et lycéens, ainsi que par les associations de parents d'élèves, l'avenir des lycées professionnels fait l'objet d'une contribution thématique qui explique pourquoi il faut dénoncer l'abandon du lycée professionnel, mais qui avance aussi des propositions pour transformer et améliorer la voie professionnelle.

Qui dit Socialiste dit Europe. C'est ce que rappelle, en avançant des propositions, la contribution intitulée «*Militantes et militants de l'Europe*», signée notamment par Nathalie Sarrabezolles. «**Nous, Socialistes, sommes Européens de cœur et de raison**», (texte d'orientation pour les élections européennes de 2019). Et pourtant... militantes et militants ont peu entendu parler du PSE (Parti Socialiste Européen) et sont rarement impliqués dans ses travaux ou dans les manifestations qu'il organise. Les signataires de cette contribution appellent à renforcer l'engagement européen du PS, au niveau des fédérations, mais aussi des élu.e.s en renforçant les contacts au sein de

l'UE. Ils encouragent les adhérents du PS à s'emparer de l'*Initiative Citoyenne Européenne (ICE)*.

Qui dit Socialiste dit aussi Féministe. Une des contributions, signée notamment par Clarisse Réalé (Châteaulin), rappelle cet engagement féministe du PS et souligne le chemin qui reste à parcourir pour arriver à une véritable parité électorale alors qu'un maire sur cinq, seulement, est une femme et que la proportion n'est que de un sur dix lorsqu'il s'agit des présidents de structures intercommunales.

Enfin, puisqu'il s'agit du congrès du Parti Socialiste, il est logique que les contributions évoquent le rôle des militants au sein du parti. À plusieurs reprises, comme dans la contribution «*Transformer pour agir*», notamment signée par Ingrid Berthou, revient l'idée d'un meilleur accueil des nouveaux et des nouvelles adhérent.e.s, en expliquant mieux le mode de fonctionnement du PS ou en désignant une cellule d'accueil déclinée à l'échelle fédérale et locale pour mieux connaître les envies, les compétences, la disponibilité de chacun.e.

Les contributions, générales et thématiques sont en ligne sur <https://www.parti-socialiste.fr>

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 10/11/2022

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Procrastination

On avait pourtant cru comprendre que les Macronistes seraient intraitables sur le respect de la législation européenne. Sauf... lorsqu'il s'agit de mettre en place un contrôle technique obligatoire des deux-roues de plus de 125 cm³.

Cette directive européenne date pourtant de 2014. Le gouvernement peut donc difficilement expliquer qu'il a été pris au dépourvu. D'autant que l'UE avait prévu des possibilités de déroger à cette circulaire à condition que les États membres mettent en place des mesures alternatives de sécurité routière pour les véhicules à deux roues.

Faut-il invoquer l'incompétence des ministres des Transports successifs? Ou le désintérêt pour la sécurité des motards? Toujours est-il qu'après huit ans d'inaction, le gouvernement se trouve entre l'enclume européenne et le marteau des associations de conducteurs de deux-roues. Et sans pouvoir se défausser sur l'héritage de l'ancien monde.

PS29

Union de la Gauche

L'Union de la Gauche, c'est comme la Sainte Vierge. Si elle n'apparaît pas de temps en temps, le doute s'installe.



L'Université de rentrée

Cette formule, inspirée de Michel Audiard, pourrait résumer la teneur des interventions de l'Université de rentrée fédérale, organisée le 24 septembre : on en parle depuis le début du XX^e siècle, mais elle n'est vraiment effective que par intermittence et ses contours peuvent fluctuer au gré des intérêts des différents protagonistes.

Afin de faire partager les analyses apportées par Marylise Lebranchu, Gilles Finchelstein, Rémi Lefebvre, Gilles Candar, Daniel Delaveau et Benoît Collorec, la Fédération a décidé de publier une synthèse de leurs interventions sous la forme d'une contribution thématique, versée au débat du 80^e congrès.

La contribution reprend notamment les propos tenus par Gilles Candar, spécialiste de l'histoire des Gauches. Car, si elle demeure une entité, la Gauche est diverse et variée.

Diverse, déjà, par ses composantes, au-delà des grands partis connus (PC, PS, EELV, LFI...) et des grandes familles et courants de pensées qui la traverse (Deuxième Gauche, Gauche libertaire, Gauche libérale...).

Il n'en demeure pas moins qu'il y a quelque chose de commun que l'on retrouve partout. La Gauche pourrait se définir comme la famille de celles et ceux qui considèrent que le monde, tel qu'il est, est imparfait, qu'il faut changer les choses et bousculer l'ordre établi.

À travers son histoire, malgré les différences, les divergences, la Gauche a tout de même toujours trouvé des combats communs. Au XIX^e et au XX^e siècles, elle se retrouvait autour du combat pour une République sociale,

laïque, indivisible et démocratique. Il convient naturellement, aujourd'hui, de rajouter l'adjectif écologique.

Voilà ce qui rassemble la Gauche. Mais les divergences apparaissent très rapidement ne serait-ce que pour hiérarchiser l'importance de ces combats et les méthodes pour les mener. Réforme ou révolution ? Élections ou grève générale ?

« À chaque fois que des questions nouvelles apparaissent, c'est une force politique émergente qui les pose. Tout simplement parce que pour exister et faire sa place, une force émergente doit s'imposer, dans le débat et sur les autres, et cela se fait rarement par la douceur et la modération », a résumé Gilles Candar.

« Cet accord s'inscrit donc dans cette longue histoire de relations tumultueuses entre les partis de Gauche. »

Cela a été le cas des Socialistes à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, face aux radicaux, notamment. Les grands combats étaient alors la République, le suffrage universel et la laïcité, à laquelle les Socialistes au XX^e siècle ont voulu ajouter la question sociale, de la propriété, privée ou collective, des moyens de productions.

Même chose pour les Communistes dans les années 1920/1930 et pour les écologistes dans les années 1970/1980. **« C'est au fond ce que l'on a connu avec la France Insoumise à ses débuts, qui a voulu s'affirmer avec une certaine vigueur face au PS et aux autres forces de Gauche. »**

L'accord passé pour les dernières Législatives s'inscrit donc dans cette longue histoire de relations tumultueuses



Gilles Candar

entre les partis de Gauche, souvent mythifiée.

« Il était à la fois nécessaire et inédit : il répondait à une très forte aspiration unitaire de la part des électeurs de Gauche », comme l'a souligné Rémi Lefebvre, rappelant que 500 000 personnes s'étaient inscrites pour participer aux Primaires populaires.

Si l'Union était voulue, « par le bas », sa mise en application « par le haut » n'est pas allée sans poser quelques difficultés comme l'a regretté, notamment, Marylise Lebranchu en précisant qu'il n'a pas suffisamment pris en compte les réalités locales. En affinant les candidatures, il aurait certainement été possible de présenter des candidats correspondant mieux aux réalités locales. Il s'agit là également d'un des regrets de Pierre Jouvét qui n'est pas parvenu à faire comprendre à ses interlocuteurs que, si les résultats nationaux de la Présidentielle pouvaient être utilisés pour fixer la représentativité de chaque partenaire, rien n'interdisait, en fonction des réalités locales, de chercher le ou la meilleure candidat.e pour l'emporter dans les circonscriptions.



Gilles Finchelstein

L'Union de la Gauche est-elle solide ? Oui et non. Comme l'a expliqué Gilles Finchelstein, sur les politiques publiques, il existe une unité entre les Insoumis, les Socialistes, les Communistes et les Écologistes. Sur les questions de société, d'immigration, d'environnement, sur le rapport à la mondialisation, des divergences peuvent apparaître. Et concernant l'Union européenne et les questions internationales, on peut trouver de vraies divisions.

Cette contribution a pour ambition d'alimenter les débats dans les sections socialistes en apportant des éléments d'analyses sur un sujet central pour le 80^e congrès.

Ensemble, dessinons les chemins de la confiance territoriale !

Sous l'égide du BREIS (Union régionale), les Socialistes bretons ont élaboré une contribution thématique s'appuyant sur les contributions de sections des quatre fédérations bretonnes (Côtes d'Armor, Finistère, Ile-et-Vilaine, Morbihan) dont celle de Landerneau (voir encadré).



Pour des modes de transport partagés

« Les crises politiques successives auxquelles nous sommes confrontés constituent autant les symptômes que les causes de nos impasses collectives. L'épuisement de la parole publique et la montée de la défiance citoyenne résonnent en écho au dérèglement climatique et à la destruction des ressources naturelles. Ces phénomènes témoignent d'un profond malaise démocratique qui marque la fin d'un cycle néolibéral, centralisateur et vertical. Plus que jamais, dans le cadre du socialisme écologique, assumons pour notre pays comme pour notre parti un nouveau modèle véritablement décentralisateur, régulateur et coopératif. Ensemble, dessinons les chemins de la confiance territoriale ! »

Alors que nos concitoyen·ne·s aspirent à concilier qualité de vie, services de proximité et liens renforcés avec la nature, certains territoires voient leur attractivité s'accroître au risque d'une surchauffe socialement et écologiquement dangereuse. De nouvelles formes de responsabilité et de régulation publiques doivent désormais s'imposer pour conjuguer satisfaction des besoins collectifs et accélération des transitions.

En ce qui concerne le logement, la contribution du BREIS appelle « à renforcer la maîtrise publique

pour garantir l'accessibilité dans la durée (développement des offices fonciers solidaires en évitant toute zone blanche, généralisation des baux emphytéotiques pour les zones d'activité économiques...) et à cesser les dispositifs coûteux en argent public qui rendent accessible un logement ou un terrain, au moment de l'achat, mais le voient ensuite retourner dans le système spéculatif. »

Dans le même temps, il est urgent d'engager « des efforts massifs pour rénover et isoler les bâtiments et logements, en mobilisant des moyens budgétaires échappant aux approches court-termistes des pactes financiers et de la dette (du niveau européen au niveau local) ».

« Ces phénomènes marquent la fin d'un cycle néolibéral, centralisateur et vertical. »

Ensuite, le texte des Socialistes bretons, appelle à faire du Zéro Artificialisation Nette une opportunité pour garantir les équilibres territoriaux et renforcer l'accès aux services apportés aux populations des territoires ruraux et des villes moyennes. Alors que le trajet moyen domicile-travail est passé, en 60 ans, de 6 km aller-retour à près de 27 km, les ruraux parcourent, aujourd'hui, une distance deux fois supérieure à celle des citadins. C'est pourquoi l'accélération de la décarbonation des mobilités est plus que jamais un impératif, mais à la condition de ne jamais pénaliser ni stigmatiser les ménages modestes contraints d'utiliser leur voiture. La montée en puissance des solutions de transport partagées (intensification des fréquences de TER, réouverture de petites lignes ferroviaires, cabotage, développement de la filière



Renforcer la maîtrise publique sur le logement

hydrogène, intermodalité avec billettique unifiée et tarification sociale) doit être accompagnée et coordonnée par des Régions dotées des ressources nécessaires.



Il faut investir dans le ferroviaire

Décentraliser pour réconcilier



« Il est grand temps de rapprocher nos concitoyens des décisions qui les concernent. Il faut une réelle décentralisation du pouvoir et réconcilier les Français avec leurs représentants. Par contre, il faudra être attentifs à ne pas reproduire à l'échelon local un modèle centralisateur et bureaucratique entraînant lourdeurs administratives et retards. Aujourd'hui, les agglomérations regroupent environ 70% des compétences transférées par les communes, ce qui justifierait que les conseillers communautaires soient élus au suffrage universel direct.

Les EPCI sont un échelon important, mais le plus souvent ces transferts de compétences ne s'accompagnent pas des moyens dédiés. Avec l'annonce pour 2023 de factures énergétiques démentielles, beaucoup de communes et d'EPCI vont devoir reporter ou annuler des projets importants pour la population. Il faudrait créer un impôt territorial juste, en fonction des revenus. »

Contribution de la section de Landerneau

Agenda

12 novembre



10h00 : Assemblée générale de présentation des contributions à la MPT de Pont-de-Buis.

27, 28 et 29 janvier 2023
Congrès national du PS à Marseille.

Retrouvez-nous sur



Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1411 - Vendredi 11 novembre 2022
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
Yves FORMENTIN-MORY
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
Adhérents : 25 euros
Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

Faire reculer l'Extrême-droite dans les urnes et dans les vies

En hurlant « qu'il » ou « qu'ils retournent en Afrique », le député RN de Gironde a montré le vrai visage du Rassemblement National : celui de la haine et de la xénophobie. Passé le moment de la légitime indignation, la question qui se pose à nous est : comment faire reculer l'Extrême-droite ? Une des contributions aborde ce sujet et apporte quelques réponses.

« **L**e constat est sans appel. À la fin des années 90, nous ne comptons que quelques communes Front National.

Le 21 avril 2002, le candidat frontiste parvient pour la première fois à atteindre le second tour d'une Présidentielle. Depuis, le FN n'a jamais cessé de croître. En avril 2022, soit 20 ans après son père, Marine Le Pen obtient plus de 13 millions de voix au second tour, 41,5% des suffrages exprimés.

En juin 2022, ce sont 89 député.e.s Rassemblement National (RN) qui font une entrée fracassante au sein de l'hémicycle de l'Assemblée nationale.

Le RN a, contre toute attente, une forte assise populaire. Son électorat, historiquement à Gauche, a été conquis à 45% par des ouvriers contre seulement 18% en faveur de la NUPES. Parmi ces électeurs, les 50-59 ans sont majoritaires avec un taux allant à 30% et une forte prédominance de non-bacheliers (28%) et d'électeurs se déclarant d'un milieu social défavorisé (31%). En d'autres termes, c'est l'électorat qui aurait le plus à souffrir des politiques du RN qui votent en leur faveur et, si l'on sait qu'il devrait se tourner vers la Gauche, nous assistons au détournement de leurs voix car la nôtre ne porte plus.»

Alors, que faire ? Les auteurs de la contribution avancent plusieurs propositions. D'abord, mieux former les militants socialistes.

« Le militant est parfois désemparé lorsqu'il se trouve face à un électeur RN. Il faut pouvoir lui donner les moyens de disposer d'un Kit EDL ».

La stratégie « Front républicain » doit être réinterrogée compte tenu de ce qui s'est passé aux dernières Législatives.

La contribution propose également d'inventer des outils et de mettre en place une stratégie de conquête de l'électorat cible spécifique à la lutte contre l'Extrême-droite.

« Doter le parti d'un groupe d'action dédié à la rédaction de tracts (marketing politique, pédagogique et idéologique) à destination de notre électorat tout en adaptant le langage et le ton. Le parti doit retrouver sa capacité d'agir et proposer des actions concrètes éradiquant les sources du vote Rassemblement National (lutte contre les fake news et cible des choix idéologiques).

Enfin, favoriser l'égalité réelle, lutter contre la pauvreté, garantir l'égal accès aux services publics, lutter contre le chômage et le mal emploi c'est lutter contre les extrêmes.»

Nous partons du constat que le RN ne défend pas les plus précaires dans les collectivités où ils sont en responsabilité et contribue à stigmatiser les populations, à baisser les subventions par idéologie ou mettre en péril financier des associations qui luttent contre la précarité ou l'accès à la culture.

Nous proposons de communiquer sur leurs actions en publiant les votes à l'Assemblée nationale ou au local. Au plan européen, les élus du RN favorisent le nationalisme et freinent le bon déploiement d'une politique européenne tournée vers les plus précaires. Comme dans le point précédent, et à l'instar de nos amis écologistes, nous préconisons de communiquer en interne comme à l'externe sur leurs choix de votes ou de posture en matière de mesures urgentes pour les plus précaires. Nous devrions être en mesure dans le cadre des élections européennes, de construire une campagne ciblée sur la défiance de l'électorat RN vis-à-vis de l'Europe et adopter des propositions alternatives sur chaque thématique portées par le RN (mondialisation régulée, lutte contre le libre-échange, souveraineté économique, défense du modèle social européen).

Si le PS doit être à la pointe du combat contre l'Extrême-droite, il doit entraîner toutes les forces politiques, syndicales et associatives afin que la riposte soit la plus efficace possible, sur le terrain mais aussi sur les réseaux sociaux où elle prospère.